

"LES SEULS ÉTRANGERS À MAYOTTE SONT LES FRANÇAIS"

Depuis la fin du mois de février, une grève générale a lieu à Mayotte pour réclamer "l'application pure et simple du droit commun, que le gouvernement cesse de justifier son inaction (...) par la spécificité mahoraise"*. Alors que certains s'empressent d'accuser la population immigrée de tous les maux de l'île c'est en réalité l'état français le responsable des inégalités criantes d'accès aux services à Mayotte. Tant que celui-ci continuera d'administrer l'île comme une colonie et non un département, les problèmes ne sont pas prêts de se résorber.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Sur le plan historique les quatre îles des Comores deviennent un protectorat français en 1886 puis un territoire d'outre-mer en 1946. Alors que le référendum d'autodétermination du 22 décembre 1974 se prononce de manière massive (94,57%) pour l'indépendance de l'archipel, l'état français décide unilatéralement de prendre en compte les résultats île par île et non sur l'ensemble de l'archipel. Malgré le positionnement des Nations-Unies pour une prise en compte des résultats sur l'ensemble de l'archipel, l'Etat français organise illégalement un référendum spécifique à Mayotte le 8 février 1976 pour l'arracher à son archipel. Parallèlement, l'Élysée, à travers le mercenaire Bob Denard, va continuellement organiser des coups d'état et déstabiliser le gouvernement comorien, pour l'empêcher de réclamer la restitution de Mayotte.

Depuis 40 ans s'est développé un fossé économique, social, politique intenable entre Mayotte et ses trois anciennes îles-sœurs, cause de nombreux départs des comores : chaque année, des dizaines de milliers de Comoriens tentent de rejoindre leurs proches à Mayotte, bénéficiant des meilleures prestations, ou bénéficiant du droit du sol au péril de leur vie : 12.000 personnes sont mortes depuis 1993 faisant de Mayotte le plus grand cimetière marin du monde.

MAYOTTE UNE COLONIE D'AUJOURD'HUI

Mayotte se situe à un point de contrôle stratégique de l'Océan indien. Permettant le contrôle du canal du Mozambique, par lequel est acheminé le pétrole du Moyen-Orient vers les pays occidentaux. La découverte au début des années 2000 d'importants gisements de pétrole et de gaz renforce encore l'importance géostratégique des îles comoriennes.

Mais Mayotte est cependant le plus pauvre des départements français, et la structure pyramidale selon la couleur de peau révèle le caractère colonial de la situation de l'île très présent dans la conscience des habitants. Quelques paroles

"Notre langue se fait guillotiner par la langue des colons."

"On nous interdit de recourir à notre langue avec les élèves, même quand ils se trouvent dans une situation de blocage et d'incompréhension."

"Quand on voit le salaire que les mzungus (les hommes blancs) obtiennent pour venir ici, il ne faut pas s'étonner que l'île soit divisée entre Noirs et Blancs."

"Certains Blancs règnent ici comme au temps des colonies. Ils agissent comme si nous devions être gouvernés, dirigés et maternés."

"Il existe à Mayotte une arrogance de type colonial."

"La plupart des métropolitains et la classe moyenne mahoraise sont parqués dans des zones protégées, des quartiers d'expatriés renommés mzungus land (« le pays des Blancs ») par les plus jeunes."

Le mouvement social de cette année n'est qu'une nouvelle conséquence du colonialisme français contemporain. Le déblocage de nouvelles subventions peuvent certes suspendre la crise mais en aucun cas en éradiquer les causes. Sans disparition de la situation coloniale les conséquences perdureront.



Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Mai
2018

GRÈVE VICTORIEUSE POUR 160 TRAVAILLEURS·EUSES SANS PAPIERS !

APRÈS 40 JOURS DE GRÈVE, 160 TRAVAILLEURS·EUSES SANS PAPIERS ONT OBLIGÉ LEURS EMPLOYEURS À RESPECTER LEURS DROITS EN LEURS FOURNISSANT LES PAPIERS NÉCESSAIRES À LEUR RÉGULARISATION. ILS ET ELLES TRAVAILLENT DANS SIX ENTREPRISES D'ÎLE-DE-FRANCE CONCERNÉES JE NE COMPREND PAS CE QUE ÇA VEUT DIRE CE MOT 'CONCERNÉ' ICI : TECHNOLOGY (INTÉRIM), SEPUR (COLLECTE D'ORDURES MÉNAGÈRES), GLS (LOGISTIQUE), EVENT-THAÏ (PLATS CUISINÉS), STLG (COLLECTE DE DÉCHETS) ET CHRONOPOST (LIVRAISON DE COLIS).

Autant de patrons qui exploitent des travailleur·euse·s qu'ils considèrent sans droits et sans voix.

Les personnes sans-papiers souhaitant travailler en France doivent souvent se faire prêter un passeport et un numéro de sécurité social afin de pouvoir signer un contrat. Pour espérer une régularisation, il faut que l'employeur signe un formulaire de demande d'admission exceptionnelle au séjour et un certificat de concordance qui reconnaît la véritable identité de la personne. Mais ces démarches ne sont souvent obtenues qu'après de longues luttes, les employeurs préférant profiter de travailleurs·euses illégaux sous-payables, sans droits et de fait pouvant travailler dans des conditions de travail extrêmement dures dans des secteurs où la précarité est déjà la norme, afin d'augmenter toujours plus leurs profits.

Ils obligent de plus en plus les

travailleurs·euses à passer par des entreprises d'intérim pour se protéger.

Ces travailleur·euse·s cotisent pour des prestations sociales qu'ils et elles ne peuvent pas toucher, et quand un titre de séjour "salarier" peut être obtenu après maints obstacles administratifs, celui-ci n'est que temporaire et disparaît si le patron décide de licencier.

Ce mouvement de grève est également contre la nouvelle loi raciste nommée "Asile et immigration", qui prévoit notamment une pénalisation d'un an d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende pour toute personne qui accède à un travail avec des papiers empruntés.

Cette nouvelle grève victorieuse s'inscrit dans une continuité de contestations des travailleurs et travailleuses sans-papiers qui ont abouti à des régularisations, comme toutes celles de : Burger-King, Stem nettoyage, COVEA, RATP/Vinci, Rungis ...

BREVE

Pendant près d'une semaine, les débats autour de la loi asile-immigration se sont enlisés à l'assemblée pour finir par adopter le texte, sans grande surprise dimanche 22 avril. Dans les médias on a pu entendre parler du travail des députés et de leurs heures supplémentaires, sans entendre parler de la condition des exilé·e·s et de leurs revendications.

Courant avril de nombreuses manifestations ont eu lieu partout en France, tandis qu'à la frontière Italienne de nouveaux lieux s'ouvrent pour accueillir les exilé·e·s. Aussi, quelques heures avant l'adoption du texte, plusieurs centaines de manifestants ont passé la frontière et accompagné une trentaine de personnes jusqu'à la première ville française. Ce à quoi le gouvernement a une nouvelle fois répondu par la force en envoyant des renforts policiers sur toute la zone frontalière.

Contre la loi asile-immigration ! Brisons les frontières ! Ne les laissons pas faire !



AVEC OU SANS TRAVAIL : LIBERTÉ DE CIRCULER ET DE S'INSTALLER POUR
TOUT·E·S SANS CONDITIONS !

AGENDA

- 4 mai Rassemblement d'Emmaüs contre les frontières à 12h15 au col de Montgenèvre

- 12 mai 'Marche du retour' et commémoration des 70 ans de la Nakba. En solidarité avec la résistance Palestinnene. 14h place du marché de la villeneuve

- 14 mai Coordination contre les frontières à 18h à la galerie des amphes ou au bâtiment occupé (CLV)

- 19 mai discussion projection sur la situation à Calais au Local autogéré

- 21 mai à 9h à la gare Grenoble marche Grenoble-Lyon pour rejoindre la marche nationale Ventimiglia-Calais

Ce journal mural est réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilés. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.